

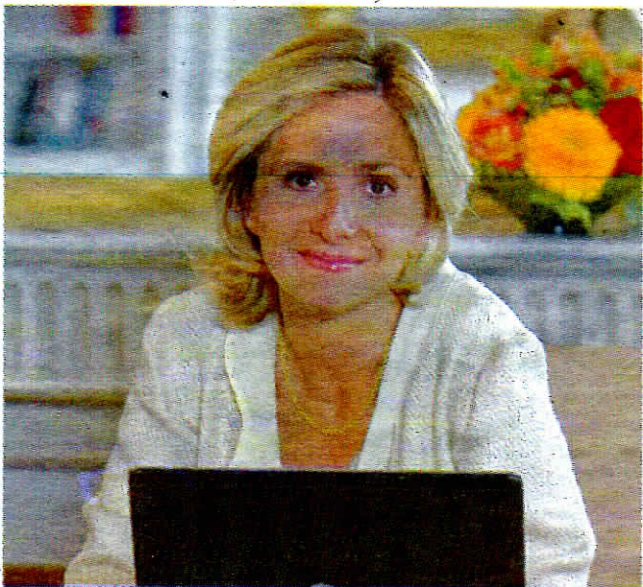
# POLITIQUE. L'UMP dira non à la grande interco

**L**A CARTE des intercommunalités du préfet de région continue de faire débat dans les Yvelines. Le comité départemental de l'UMP devrait la rejeter lors de sa réunion de jeudi prochain.

«Elle a été élaborée uniquement pour des motifs politiques», estime Valérie Péresse, la présidente de la fédération UMP. «Sénart est séparée de Meulun en Seine-et-Marne, Roissy est coupé en deux, etc... Elle doit être dénoncée comme telle».

## «Une usine à gaz ingérable»

Elle ne voit pas non plus d'un bon œil, le projet de création d'une très grande agglomération réunissant les agglomérations de Versailles, Saint-Quentin, Plaisir les Clayes, Maurepas, le Plateau de Saclay et Massy. «L'idée pouvait paraître séduisante, admet-elle, car elle pouvait permettre de contrôler l'urbanisation du plateau de Saclay, qui est un sujet primordial. On ne connaît pas les projets du gouvernement sur le sujet, mais on peut craindre qu'il le défigure complètement par une urbanisation à outrance». Or, Valérie Péresse estime qu'il doit **resssembler à la Silicone Valley, et conserver une harmonie entre la**



Valérie Péresse estime que la carte de l'intercommunalité présentée actuellement a été élaborée pour des motifs politiques.

## nature et campus universitaire».

Selon elle, ce projet de grande agglomération, réunirait 700 000 habitants, et serait **«une usine à gaz totalement ingérable»**. Sans parler du problème de la gestion de la dette de la communauté d'agglomération de Saint-Quentin, près de 396 millions.

Elle proposera donc à l'UMP de voter contre, ce qui ne devrait pas poser de problème, mais aussi d'émettre un vœu : deman-

der au gouvernement de proposer le nom d'un maire de droite ou du centre à la présidence de l'Établissement public de Saclay, **«pour tenir compte du résultat des municipales»**. L'Etat étant majoritaire au sein de l'établissement public, c'est en effet lui qui peut faire ou défaire leur présidence.

P. W.

• A lire en page 34 : la position de l'UDI de St-Quentin-en-Yvelines sur le projet de l'intercommunalité.